Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21447 - 79EME ANNÉE

La pauvreté tue à La Réunion : 3 personnes sans-abri mortes pendant Belal

Parmi les personnes décédées à cause de Belal, trois étaient des Réunionnais privés d'un logement décent. Ce sont trois victimes de l'incapacité de Paris à régler la crise du logement dans un pays de moins d'un million d'habitants.

Paris devrait prendre acte et confier la responsabilité du logement à La Réunion aux Réunionnais afin que de meilleurs résultats soient obtenus.

Selon un bila provisoire, au moins 4 personnes sont décédées en raison du passage du cyclone Belal à La Réunion. C'est l'information la plus importante et la plus tragique. Une est décédée à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone. Elle utilisait un groupe électrogène en attendant que le réseau électrique fonctionne à nouveau. Trois personnes étaient des Réunionnais privés d'un logement décent.
Apporter une explication à ces décès et proposer des solutions pour les empêcher n'était pas l'objectif principal de la visite de la délégation parisienne conduite par Gérald Darmanin. Ces morts découlent d'un système qui produit de la pauvreté à La Réunion. Or, ce sont les pauvres qui sont les plus vulnérables face aux conséquences des événements climatiques extrêmes.

3 morts à cause de la crise du logement

Force est de constater que l'annonce du décès de ces trois Réunionnais privés d'un logement décent est suivi de cette précision : ils avaient refusé de rejoindre un centre d'hébergement, ce qui sous-entend qu'ils se sont délibérément mis en danger. Or, il est évident que plus de trois personnes ont refusé d'être abritée dans un centre d'accueil pendant le passage du cyclone Belal, elles n'ont pas subi le sort tragique de ces trois victimes de la pauvreté.
Or, si ces trois personnes avaient pu exercer leur droit à un logement décent, elles auraient survécu. La compétence du logement à La Réunion est confiée à Paris depuis plus de 75 ans. Alors que la France fait partie des pays les plus riches du monde, ces dirigeants ont été incapables de régler la crise du logement dans un pays de moins d'un million d'habitants comme La Réunion. Le nombre de logements produits ne suffit pas à répondre à la demande, et les loyers sont inaccessibles à beaucoup de Réunionnais. C'est le versement d'une aide sociale prélevée sur le salaire de tous les travailleurs qui fait tourner le système et permet à des Réunionnais de se loger.

L'échec de la politique du logement décidée à Paris

Devant un telle situation, Paris devrait prendre acte de son impossibilité à régler ce problème car les conséquences sont dramatiques : des vies sont en jeu à chaque passage d'un cyclone, phénomène courant à La Réunion.
Dans ses conditions, l'acte responsable de Paris serait de confier le logement aux institutions réunionnaises. Les Réunionnais sont en effet les mieux placés pour chercher des solutions spécifiques à ce problème du mal-logement qui n'existe pas en France dans les mêmes proportions.
Les données sont connues : construire le plus vite possible au moins 30 000 logements de qualité accessibles aux Réunionnais sans aide sociale, et qui ne souffriront pas d'infiltration à chaque forte pluie et qui ne verront pas leur toit s'envoler en cas de passage d'un cyclone.

Regardons les avancées chez les voisins de La Réunion

Pour d'autres pays que la France, construire 30 000 logements de qualité rapidement est un défi relevable. Les Réunionnais doivent aussi être capables de faire du logement une des priorités des politiques publiques, à condition que cette compétence soit exercée à La Réunion, et pas depuis un bureau situé dans un continent situé de l'autre côté de l'Afrique, l'Europe.

Quant à l'indispensable réduction du coût de construction pour faire baisser le prix des loyers, des solutions existent près de nous et méritent d'être étudiées : le Rwanda produit des logements sociaux HQE à 15 000 euros, Madagascar des logements de standing à 10 000 euros. A La Réunion, il faut compter au moins 10 fois plus pour un logement social équivalent avec encore trop souvent des défauts qui coûtent très cher aux locataires en cas de forte pluie.
La technologie de l'imprimante 3D se développe et a permis de construire une école à Madagascar. Elle réduit le temps de construction et donc la facture.

Pauvreté massive après plus de 75 ans d'intégration à la France

La lutte contre le mal-logement est une des composantes de la lutte contre la pauvreté. Paris s'est engagé à éradiquer la pauvreté d'ici 2030, car elle a ratifié les Objectifs de développement durable de l'ONU. La lutte contre la pauvreté est le premier pilier. La Chine compte plus d'un milliard d'habitants. Elle a atteint cet objectif avec 10 ans d'avance. Le fait que la direction de ce pays soit assurée par un Parti communiste n'est sans doute pas étranger à cette réussite.
Mais Paris est loin du compte à La Réunion où officiellement plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et plus de 100 000 Réunionnais sont victimes de la crise du logement.
Belal a encore rappelé que la pauvreté tue. Ceci doit cesser. Si Paris ne peut vaincre la pauvreté à La Réunion, alors toutes les responsabilités nécessaires à ce combat doivent être confiées aux Réunionnais. Nul doute que de meilleurs résultats seront obtenus.

M.M.

Cyclone zordi ek hier moin la vive lé dé

Hier kan cyclone té y vien, la vé poin la météo, mé la vé nout bann zarboutan té y rogarde lo ciel, té y rogard zétoil bann na té y koné lo non, lo bann zétoil, té y rogarde la montagne.

Lo bann zoizo kan té y panik, té y piaye dann ciel, té y cour ver la mer té y romonte dan la montagne, la zot té kasièt, zot té bouz pi, et bin la lo bann gramoune té y annonce la nouvel et marmaille, alé pa joué dan la rivière la plui y done paké la ho.
Sé tan la lavé la case en paille. Y fo trouve, un toi pou casiète. Sat lavé un bon case en tole té y prépare po nou un place. Mon souvenir sak foi lavé ciclone, nou té y sava dor la case nout tonton, nou lavé un famy solidèr.

So tan la lavé poin grand surface, nou té y ramasse tout sat nou lavé bésoin, ramasse dolo té y mèt dann bidon, dann bac fer blan. Nou té y sar pa asheté comme zordi, nou lavé nout lampe pétrole, nou lavé poin lectrécité, lo gaz, mé nou lavé nout cuisine feu de bois...

Mé avek lo tan tou sala la sanzé, la météo y anonse la nouvel, té y dit kel koté lo ciclone y lé, domoun y panique y sa rode tout zafèr pou manzé pou boir, y dit prépare azot la bouzi pou écléré, dolo pou boir, pou manzé aussi.
Nou cour, un instant rayon manzé la fini vide, lo gaz i trouve pi.

Mé nana un affèr aussi, annonce pou nout sécurité, fé pa ceci fé pa cela. Y di a ou zone rouze

y fo, pi sortir, mi trouve, ke lé bien, lontan té y di pa, sé a nou de pran en main nout sécurité, moin la grandi. Moin la vive mi koné kosa y védir un cyclone, fé atention mé zami ni ar trouv.

Ninine

Mobilisation pour l'approvisionnement en eau des élevages après le passage de Belal

La CGPER aux côtés des éleveurs sinistrés de Saint-Joseph

Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, et plusieurs militants du syndicat étaient hier matin à Saint-Joseph pour soutenir des éleveurs sinistrés par le cyclone Belal. L'eau n'arrive plus dans les étables, le cheptel est menacé. L'arrêt des pompes faute d'électricité est la raison. Pourquoi ne pas utiliser le soleil pour alimenter en électricité ces pompes, interroge Jean-Michel Moutama.

Au lendemain du passage du cyclone Belal à La Réunion, la CGPER a interpellé les Mairies et le Département afin qu'ils assurent l'approvisionnement en eau de plusieurs élevages sinistrés à Saint-Joseph. A cause du délestage en électricité, les pompes ne fonctionnent plus et l'eau ne monte plus jusque dans les exploitations. Les animaux vivent dans des étables, l'accès à l'eau courante est donc indispensable à leur survie.

Hier, une délégation de la CGPER conduite par son président, Jean-Michel Moutama, était à la rencontre de ces éleveurs dans le quartier de Jean-Petit.

La CGPER constate que cette situation se reproduit lors de chaque passage de pareil phénomène météo. L'eau n'arrive plus dans les élevages car les pompes ne sont pas alimentées en électricité en raison de la défaillance temporaire du réseau géré par EDF. En raison de l'ampleur des dégâts, les agents ne peuvent assurer une remise en service immédiate du réseau électrique.

Face à cette situation, la CGPER s'interroge. Jean-Michel Moutama constate que l'énergie solaire est de plus en plus répandue. Pourquoi alors ne pas utiliser le soleil pour alimenter en électricité ces pompes ? En effet, après le passage du cyclone, le soleil brille et est un potentiel d'énergie important.

Par ailleurs, l'utilisation de pompes alimentée par l'énergie solaire est très répandue dans les pays de notre région. Pourquoi alors ne pas s'inspirer de ce qui fonctionne en Afrique pour sécuriser l'approvisionnement en eau des élevages à La Réunion ? Les solutions les plus adaptées sont bien souvent près de chez nous et pas dans une lointaine Europe située de l'autre côté de l'Afrique, à 10000 kilomètres de notre pays.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bon kanpagn élektoral M. Darmanin !
É gène pa ou tro sirtou

Ma kopié romans Missèl Admette : « siklone Belal la passé, la rann dé troi in pé servis ». Nou konstat bonpé déga, nou souèt bon kouraz tout domoun y fé fass la difikilté aprè siklone Belal. Mé déza na profitèr, pli forke rapas lé là pou tir parti la sitiasion. Promié foi mi wa in minis y dégaz konn sa pou vni isi aprè siklone, promié foi dmon vi. Mé pangar, na poin rien lé gratui ek bann minis la Frans.

Nou noré pa doute arien si, na dé trwa zour d'sa, lo minis an kestion lavé pa di ke son lanbision sé ranporte zéleksion zoropéenne pou son parti. Lo zéleksion lé sèt ané mêm, dann kat, sink moi. Alors, Pétète, sirman, si navé point zéleksion Lorope, nou nar té pa vi ali sitôt.

Siklone in bon préteks pou vni issi fé kanpagn élektoral, ni vi ni koni. Toute la press y kour derrière li, soulié verni, kostim trwa piès dann karo salade, sou gro soleil disèr. Kel sinéma. Défoi mi préfère pi garde lo télé, telman mi wa sa lé mentèr. É la na kalité promesse larzan y sorte dovan kaméra : « d'ici vendredi ce sera fait ». Ébin, ek sa nou lé pa sové mé en tou lé ka li la réissi fer kroir détroi ke li ième à nou é ké nou pé vote pou son parti. Pa moin en tou lé ka ! Alimèm lo minis la lèss la popilassion Mayotte sans in goute dolo. Alimèm lo minis y vienne vote la loi imigrassion pou interdit soigne bann zétranzé en Frans.

Mi pense pa li va règ in sèl problèm dann nout péï. Si ni pran pa lo tan, nou-mêm, assiz ansannb, réfléshi dessi nout sitiasion, mazine kossa y fo fé en avans pou prévoir sitiasion konn sa, si nou pran nou-mêm nout destin en min, nou sora touletan konsa la min tendi dovan in bande rapas de passaz.

Ni artrouv.

Justin